

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Aquitaine*

Bordeaux, le **19 NOV. 2013**

Mission Connaissance et Évaluation

**Création d'une centrale photovoltaïque
Commune de SOS
(Lot-et-Garonne)**

**Avis de l'autorité administrative de l'État
compétente en matière d'environnement**
(article L122-1 et suivants du code de l'environnement)

Avis 2013-147

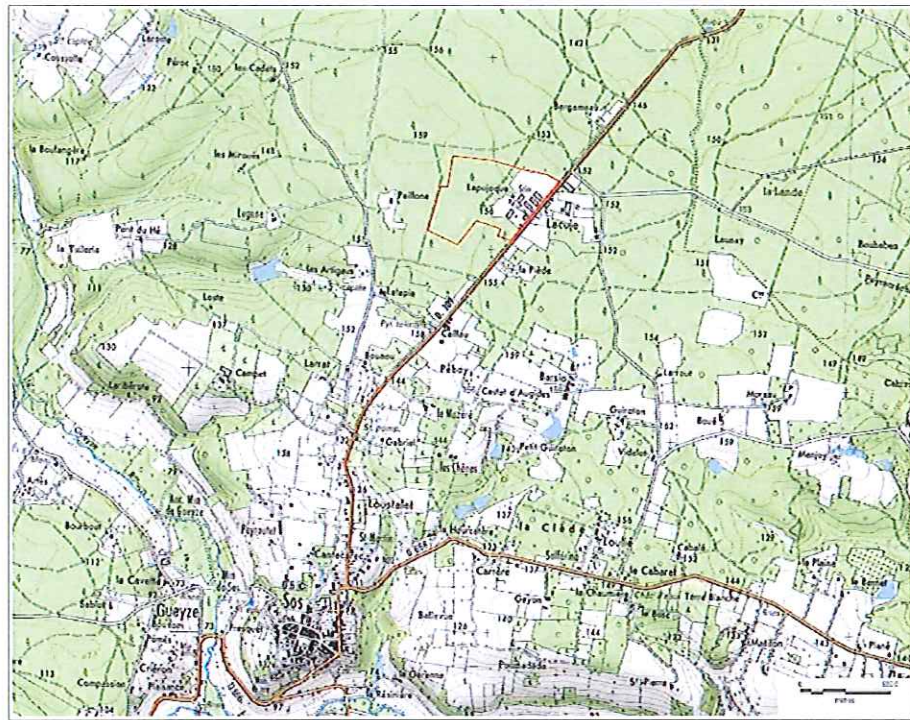
Localisation du projet : Commune de SOS
Demandeur : SAS URBA 30
Procédures : Permis de construire et défrichement
Date de saisine de l'autorité environnementale : 26 septembre 2013
Date de la contribution de l'agence régionale de santé : 11 octobre 2013
Date de la contribution départementale : 15 octobre 2013

Principales caractéristiques du projet

Le projet objet de la demande de permis de construire porte sur la création d'une centrale photovoltaïque au sol située sur la commune de Sos.

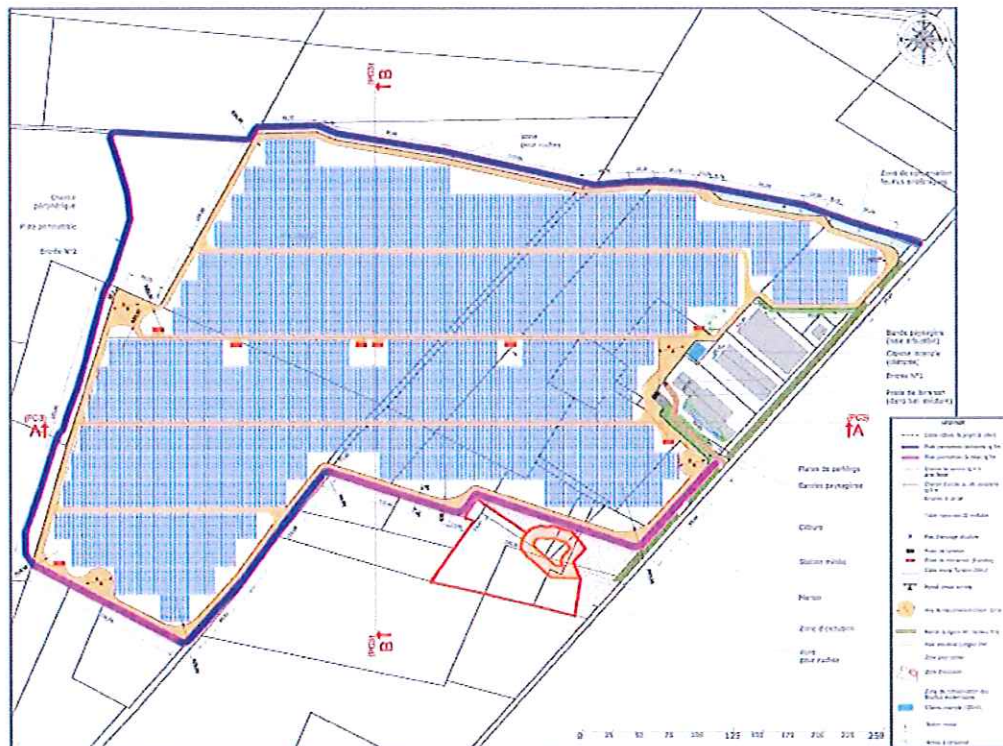
Le projet s'implante dans une zone boisée de pins maritimes, au Nord de la commune, en partie dans le périmètre de la zone d'activités de Lapujoque. L'emprise de la centrale porte sur une surface de 16,16 ha. La puissance développée est voisine de 12 Gwh/an, représentant une consommation annuelle équivalente d'environ 3 760 foyers.

La localisation du projet est présentée ci-après :



Localisation du projet - Cartographie extraite de l'étude d'impact

Le plan de masse du projet est présenté ci-après :



Plan de masse du projet - Extrait de l'étude d'impact

Le projet est soumis à étude d'impact en application de la rubrique n°26 du tableau annexé à l'article R122-2 du Code de l'Environnement. Il est par ailleurs soumis à la procédure d'autorisation au titre du défrichement et à demande de permis de construire. Le présent avis est établi dans le cadre de ces deux procédures.

I – Analyse du caractère complet du dossier

Le contenu de l'étude d'impact transmise à l'autorité environnementale contient les principaux éléments requis dans l'article R122-5 du Code de l'Environnement. Elle ne prend toutefois pas en compte les modifications de cet article issues du décret de décembre 2011 portant réforme des études d'impact. Elle doit donc être complétée sur ce point (avec notamment l'analyse des effets cumulés avec d'autres projets connus).

II – Analyse de la qualité du contenu du rapport d'étude d'impact et du caractère approprié des informations qu'il contient

II.1 Analyse du résumé non technique

L'étude d'impact comprend un résumé non technique qui n'appelle pas d'observations particulières.

II.2 Analyse de l'état initial du site du projet et de son environnement

L'analyse de l'état initial de l'environnement aborde l'ensemble des thématiques de l'environnement.

Concernant le **milieu humain**, il est noté que le projet s'implante en partie dans une zone à vocation sylvicole, et en partie au niveau de la zone d'activité de Lapujoque (au niveau notamment d'anciens bâtiments à ce jour abandonnés). Le projet s'implante dans un secteur relativement isolé au sein d'un massif boisé, desservi par la route départementale 109 constituant un axe majeur de desserte du territoire. Le dossier intègre une analyse paysagère du site d'implantation.

Concernant le **milieu physique**, il est noté que le réseau hydrographique principal du secteur est composé des ruisseaux de la Gélise et de la Gueyze. Aucun captage d'eau potable, ni périmètre associé n'ont été recensés dans la zone d'étude. La géologie du secteur ne présente pas de contrainte particulière pour le projet.

Concernant le **milieu naturel**, il est noté que le projet s'implante en dehors de tout périmètre de protection ou d'inventaire portant sur cette thématique. Il est toutefois noté la présence du site Natura 2000 de la Gélise situé à environ 500 m. Plusieurs prospections faune et flore ont été réalisées entre mai 2012 et février 2013. L'étude présente en page 66 une cartographie des habitats naturels de la zone d'étude. L'étude intègre également en page 70 une cartographie des enjeux hiérarchisés de la zone d'étude au regard notamment de la faune et de la flore observées.

II.3 Analyse des impacts temporaires, permanents, directs et indirects du projet sur l'environnement et des mesures de réduction et de compensation

L'analyse des impacts et la présentation des mesures abordent l'ensemble des thématiques de l'environnement.

Concernant le **milieu physique**, il est noté que le projet intègre plusieurs mesures, tant en phase travaux qu'en phase exploitation, permettant de limiter les risques de pollution des sols ou du réseau hydrographique.

Concernant le **milieu naturel**, il est relevé la démarche d'évitement des zones les plus sensibles privilégiée par le porteur du projet. Le projet s'accompagne de plusieurs mesures en phase travaux (calendrier de réalisation, limitation des emprises, ...) permettant de limiter l'impact du projet sur le milieu naturel. Le projet intègre également un suivi environnemental en phase chantier. Il intègre par ailleurs l'obligation réglementaire de mise en œuvre d'un boisement compensateur (qui s'effectuera sur la commune de Saint-Martin-de-Curton) dans le cadre de la procédure de défrichement. L'étude comporte une évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 qui conclut à juste titre à l'absence d'incidence notable sur le site Natura 2000 de la Gélise.

Concernant le **milieu humain et le paysage**, il est noté la volonté du maître d'ouvrage d'insérer au mieux l'installation dans l'environnement. Il est en particulier noté la mesure portant sur l'habillage en bois des bâtiments conservés de la ZAC, l'aménagement de l'entrée de la ZAC, ainsi que la mise en place d'une haie paysagère complétée par un merlon en limite Est. L'étude

présente plusieurs photomontages du projet. L'autorité environnementale relève que ce projet contribuera à requalifier les abords d'une ZAC en déshérence. Le projet intègre également plusieurs mesures (pistes, citerne, portails, débroussaillage) liées au risque incendie. Il conviendrait toutefois de consulter le Service Départemental d'Incendie et de Secours sur ces dernières.

D'une manière générale, concernant l'ensemble **des mesures d'évitement et de réduction** intégrées dans le projet, il est relevé la pertinence de ces dernières. A cet égard, il est rappelé que conformément aux nouvelles dispositions de l'article R122-14 du Code de l'environnement, les décisions d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet doivent mentionner les mesures d'évitement, de réduction et de compensation, les modalités du suivi des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine ainsi que les modalités du suivi de la réalisation des mesures ainsi que le suivi de leurs effets sur l'environnement qui font l'objet d'un ou de plusieurs bilans transmis pour information par les autorités décisionnaires à l'autorité environnementale. Ainsi, et afin de faciliter la mise en application de ces dispositions, il convient de compléter la présente étude par un tableau récapitulatif de tous les éléments précédemment cités.

II.4 Justification et présentation du projet d'aménagement

L'étude présente les raisons du choix du projet et du site d'implantation.

Le projet contribue à produire de l'énergie renouvelable. Il est noté que le porteur de projet a privilégié la démarche d'évitement des zones les plus sensibles d'un point de vue écologique. Le projet contribue à valoriser la ZAC existante, dont une grande partie présente à ce jour un aspect paysager dégradé. Il est également noté que le projet peut être autorisé au titre du RNU dans la mesure où il se greffe sur la zone artisanale existante et permet d'en réhabiliter la partie en friche industrielle.

II.5 Estimation des mesures en faveur de l'environnement

L'étude d'impact comprend une estimation des mesures en faveur de l'environnement qui n'appelle pas d'observations particulières.

II.6 Analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement

L'étude présente les méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement. Cette partie n'appelle pas d'observations particulières.

III – Conclusion de l'avis de l'autorité environnementale : qualité de l'étude d'impact et prise en compte de l'environnement

L'étude d'impact objet du présent avis porte sur la réalisation d'une centrale photovoltaïque contribuant au développement des énergies renouvelables. A cet égard, il est relevé la finalité positive du projet sur l'environnement.

L'analyse de l'état initial de l'environnement, l'analyse des impacts et la présentation des mesures visant à éviter et réduire les effets négatifs sur l'environnement sont traitées de manière satisfaisante. Il est en particulier relevé la volonté du pétitionnaire de privilégier l'évitement des zones les plus sensibles d'un point de vue écologique.

D'une manière générale, la prise en compte de l'environnement et la qualité de l'étude d'impact sont satisfaisantes. Quelques compléments sont néanmoins sollicités pour rendre cette dernière conforme à la nouvelle réglementation liée au décret de décembre 2011 portant réforme des études d'impact, et faciliter l'application de l'article R122-14 du Code de l'Environnement concernant la mention des mesures et du suivi dans les décisions d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet.

Le Préfet de région,



Michel DELPUECH